

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

**Visite au Cameroun de S.E. Mme Michaëlle Jean,
Secrétaire Générale de l'Organisation
Internationale de la Francophonie**

DOSSIER DE PRESSE / PRESS KIT

Yaoundé, 13-16 avril 2015.

www.prc.cm



LES INTERPELLATIONS ET PROPOSITIONS FORTES DU PRESIDENT PAUL BIYA A LA FRANCOPHONIE.

Après s'être tenu, pendant plusieurs années, relativement à l'écart des ensembles culturels et politiques à vocation francophone et anglophone pour des raisons historiques, de politique intérieure et d'équilibre entre les deux grandes communautés linguistiques nationales (anglophone et francophone), le Cameroun a finalement décidé, sous la houlette du Président Paul BIYA, de devenir membre à part entière de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le 19 novembre 1991 – et du Commonwealth le 26 octobre 1995.

Cette adhésion à la Francophonie est l'expression de la volonté du Cameroun de s'insérer dans la dynamique de la formation des grands ensembles culturels et économiques qui caractérisent le monde aujourd'hui.

Dans son premier discours devant cette instance internationale au Sommet de la Francophonie de Chaillot en France, le 28 novembre 1991, le Président Paul BIYA a indiqué que : « *Par cette adhésion, le peuple*

camerounais tient à manifester sa ferme volonté (...) d'œuvrer au renforcement du dialogue Nord-Sud en vue d'un ordre économique mondial plus juste ».

L'instauration d'un ordre économique mondial plus juste est en effet l'un des principes constants de l'engagement du Cameroun au sein de la Francophonie. Cette préoccupation est au cœur de tous les discours et interventions du Président Paul BIYA lors des différents Sommet de l'OIF. A chaque fois, le Chef de l'Etat plaide pour une régulation des relations économiques internationales fondée sur l'équité et la solidarité et qui tient compte davantage de la situation des pays du Sud.

Le Cameroun pense que l'OIF dispose de nombreux atouts pour être un acteur majeur et incontournable sur la scène internationale. A ce titre, elle doit porter les revendications des pays du Sud pour une solidarité agissante envers les pays les moins avancés.

Le Cameroun, qui a besoin de concours extérieurs pour la relance de

son économie, n'ignore pas les avantages qu'il pourrait tirer de son appartenance à ces grands ensembles culturels et économiques.

Le Cameroun fier de sa diversité linguistique et culturelle, partage la conviction de l'OIF selon laquelle les pays ayant en partage l'usage de la langue française doivent affirmer leur spécificité francophone à travers l'utilisation de la langue française, tout en veillant au respect du multilinguisme et du multiculturalisme.

Le Cameroun partage aussi les valeurs de solidarité, de dialogue, de paix et d'éthique, qui fondent l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Outre une participation active à presque tous les Sommets de la Francophonie, le Président Paul BIYA apparaît comme l'un des doyens et sages de cette Organisation à travers ses prises de parole marquées par des interpellations et propositions fortes comme l'illustrent les quelques morceaux choisis ci-après :

Discours du Président Paul BIYA lors du XII^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Québec (Canada), 18 octobre 2008

Sur la démocratie et l'Etat de droit

« La démocratie et l'Etat de droit ont connu des avancées notables dans l'espace francophone, mais ils restent à parfaire ».

Sur la mondialisation

« Pour la plupart des pays en développement, la mondialisation est encore plus porteuse d'angoisse

que d'espoir. Elle invite sûrement à une régulation des relations économiques internationales qui soit fondée sur l'équité et la solidarité, à davantage prendre en compte la situation des pays du Sud ».

Sur la justice dans les relations internationales

« Le monde dans lequel nous vivons est non seulement plein de dangers en raison des foyers de tension qui subsistent, mais aussi un monde inéquitable, pour ne pas dire injuste, où les intérêts des pays faibles ne bénéficient pas suffisamment de toute l'attention qu'ils méritent ».

Discours du Président Paul BIYA lors du XIII^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Montreux (Suisse), le 23 octobre 2010

Sur la crise alimentaire et le réchauffement climatique

« La Francophonie ne saurait rester indifférente aux nouveaux défis auxquels je faisais allusion plus haut, en l'occurrence la crise alimentaire et le réchauffement climatique, phénomènes globaux qui n'épargnent personne et qui sévissent avec plus d'acuité dans les pays du Sud »

« Il ne faudrait pas perdre de vue que sécurité alimentaire et changement climatique constituent deux versants d'une même réalité. Comment en effet fournir une alimentation suffisante et équilibrée à l'humanité dans un contexte de changement climatique constant ? De même, peut-on ignorer qu'une agriculture hautement productive, mais peu soucieuse de l'environnement, est l'une des principales causes du réchauffement de la planète ? Pour sortir de ce cercle vicieux, il n'est d'autre solution qu'une politique responsable, axée sur le développement durable ».

Sur la sauvegarde et le rayonnement de la langue française

« Face à la concurrence des autres langues de plus en plus compétitives, quelles stratégies adopter pour que le français soit plus présent dans les instances internationales ?

« la Francophonie, qui jouit pourtant d'une position géopolitique indéniable, a du mal à freiner le recul de la langue française au niveau international ».

« Face à cette situation, il nous incombe de la soutenir dans ses efforts, en veillant au respect du multilinguisme et du multiculturalisme dans toutes les organisations internationales où le français est l'une des langues officielles. Il s'agit de revendiquer et d'affirmer notre spécificité francophone à travers l'utilisation de la langue française qui est l'une des voies de transmission des valeurs de solidarité, de dialogue, de paix et d'éthique, qui fondent l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Le Cameroun pour sa part, dans l'application de sa politique de diversité culturelle et linguistique, accorde une égale importance à ses deux langues officielles que sont l'anglais et le français, et emploie autant que possible la langue française sur la scène internationale ».

Pour la création d'un fonds de solidarité d'urgence pour faire face aux catastrophes

« **Qu'il me soit permis de suggérer que soit envisagée la création d'un fonds de solidarité d'urgence au sein de l'OIF**, afin de faire face aux éventuelles catastrophes d'ampleur considérable qui pourraient survenir dans l'espace francophone.

Il y aurait là un bel exemple de cette solidarité active dont nous sommes tous, j'en suis sûr, des partisans convaincus ». [Haïti venait d'être ravagé par un terrible séisme, 12 janvier 2010].

N.B : Cette proposition du Président Paul BIYA de création d'un instrument de solidarité au sein de l'Organisation avait été favorablement accueillie par le Secrétaire Général de l'OIF qui a mis en place un Fonds d'aide d'urgence de la Francophonie. Par la suite, le Chef de l'Etat avait instruit le déblocage de 150 000 euros, en guise de soutien financier du Cameroun au démarrage effectif dudit Fonds. Celui-ci est opérationnel depuis janvier 2013 et les Seychelles en ont été les premiers bénéficiaires, après les dégâts causés par le passage le 27 janvier 2013, de la tempête tropicale Felleng aux larges de ses côtes. Le Cambodge et le Vietnam ont également bénéficié de ce Fonds. Mais aux dernières nouvelles, ce Fonds d'aide d'urgence manque de financement.

Intervention du Président Paul BIYA lors du XIV^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Kinshasa (RDC), le 14 octobre 2012

Sur la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale

« L'Afrique n'est plus seulement le lieu où règnent la guerre, la pauvreté, les épidémies. On lui reconnaît aujourd'hui de grandes potentialités, en particulier dans le domaine des matières premières. C'est mieux mais ce n'est pas suffisant.

Là où se prennent les grandes décisions concernant l'avenir de la planète, c'est-à-dire au siège de l'ONU à New York, sa voix reste faible et difficilement audible. Il en sera ainsi jusqu'au moment où notre continent (27% des membres de l'organisation mondiale) aura la représentation qui lui revient au Conseil de Sécurité. Le problème est depuis longtemps posé. Personne au demeurant ne conteste le bien-fondé de notre demande mais la fameuse « réforme » tarde à entrer dans les faits ».

Sur la crise économique et financière internationale

« Même si l'Afrique n'a pas été frappée de plein fouet en raison de sa moindre intégration dans la globalisation, elle en a aussi payé le prix fort: baisse de ses exportations, ralentissement des investissements extérieurs, stagnation de sa croissance. Nous qui n'avons cessé de demander une meilleure régulation des flux économiques et financiers: en étions- nous responsables? »

Je pose à nouveau la question: Est-ce normal? ».

Sur la lutte contre le réchauffement climatique

« Autre exemple, dans sa partie centrale, et notamment en RDC, l'Afrique abrite le deuxième massif forestier du monde, parfois assimilé à l'un des principaux «poumons» de la planète. Il nous est recommandé de le gérer et de l'entretenir pour le bien commun mais que fait-on pour nous aider à lutter contre la désertification? ».

Sur la gestion des crises en Afrique par la communauté internationale

« Malheureusement, de graves foyers de tension subsistent sur notre continent, notamment en Somalie, au Soudan, dans la partie Est de la RDC et plus récemment au Nord du Mali. Certes, les Nations Unies dépêchent parfois dans ces zones des forces de maintien de la paix avec, je le souligne, la participation de pays francophones. Mais, encore une fois, la réponse est-elle à la hauteur de l'enjeu ? Je n'en suis pas sûr.

Veut-on que l'Afrique devienne le terrain d'élection du terrorisme, de la piraterie, de la subversion et du crime organisé ? Ce n'est l'intérêt de personne, ni des Africains, ni de la communauté internationale ».

« Je pourrais citer d'autres exemples qui montreraient qu'il est de l'intérêt commun des pays développés et des pays en développement de trouver des solutions conformes au bien de tous. Il faudra pour cela que l'esprit de solidarité – solidarité est le maître mot – l'emporte sur l'égoïsme national et la volonté de puissance. Manifestement, cela prendra du temps.

En attendant, les Africains devront compter sur leurs propres forces, mieux s'organiser sur le plan continental, avancer dans la voie de l'intégration régionale et sous régionale et développer leur coopération au sein des ensembles auxquels ils appartiennent, comme la francophonie.

C'est uniquement ainsi que le système international équilibré que l'OIF appelle de ses vœux pourra voir le jour et la mondialisation à visage humain tenir ses promesses ».

Discours du Président Paul BIYA lors du XV^{ème} Sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Dakar (Sénégal), le 29 novembre 2014

Sur l'injustice du monde

« Nous savons depuis longtemps que le monde n'est pas juste. Nous savons aussi qu'il faudra beaucoup de temps et d'efforts pour venir à bout de la pauvreté et de l'exclusion.

Nous savons aussi que le monde est dangereux et que les périls peuvent intervenir à tout moment : guerres civiles ou étrangères, rivalités ethniques ou religieuses, oppression de factions sur les populations, que sais-je encore ».

Face aux nouveaux défis du monde

« Depuis peu, nous sommes confrontés à de nouveaux défis.

Le premier concerne notre sécurité. Jusqu'alors, nous avions affaire à des conflits locaux dont les conséquences dépassaient rarement les limites de la sous-région. Aujourd'hui, nous sommes menacés par une entreprise de déstabilisation d'envergure mondiale. A l'offensive en Irak et en Syrie, elle a étendu ses tentacules au cours des dernières années jusqu'au Mali, puis à l'ensemble de la zone sahélienne. Par l'entremise du terrorisme, elle fait également peser sa menace sur l'ensemble de la planète.

A titre d'exemple, je me permettrai d'appeler l'attention sur la situation de mon pays actuellement en butte aux attaques de la secte Boko Haram. Je remarquerai au passage que tous les pays voisins immédiats du Nigeria sont membres de l'OIF et sont donc concernés comme le Cameroun.

Face à un ennemi commun qui conteste toutes les valeurs auxquelles nous sommes attachés, la solidarité doit jouer à plein. L'Histoire récente nous enseigne qu'avec ce genre d'adversaire il ne peut y avoir de compromis ».

« Ai-je besoin de dire que nous restons des partisans déterminés de la paix. Nous ne renoncerons pas au « dialogue des cultures » cher au Président

SENGHOR, cet illustre chantre de la fraternité humaine universelle ».

« En second lieu, **la solidarité qui nous unit, doit également continuer à s'exercer dans le domaine du développement.** En effet, la plupart de nos pays sont encore en développement. Or, nous savons que les objectifs du Millénaire pour le Développement qui viendront à échéance l'an prochain ne seront pas atteints. Le relais sera pris par l'agenda post 2015. Il est impératif que les retards accumulés soient rattrapés. Ce n'est que de cette façon que l'on pourra faire reculer la misère, creuset où se forment l'extrémisme et la révolte ».

« En plaidant pour une solidarité plus agissante envers les PMA, notre Organisation contribuera à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud ».

Sur la priorité à accorder aux femmes et aux jeunes

« J'ajoute que si les femmes et les jeunes, qui composent les trois quarts des populations de la plupart de nos pays, obtiennent, comme s'y emploie l'OIF, un accès égal à la santé, à l'éducation et à la formation, nous aurons fait un pas décisif vers le progrès de nos sociétés ».

« A cet égard, l'accent que nous mettrons sur les aspirations des femmes et des jeunes devra prendre la forme de programmes et de projets concrets. De la sorte, nous donnerons aux femmes et aux jeunes des moyens nécessaires pour lutter contre la pauvreté, la faim et la maladie. Cette « nouvelle frontière » est bien conforme à la tradition humaniste de notre Organisation ».

Sur le respect de l'environnement

« Les pays d'Afrique Centrale ont le sentiment qu'en préservant la grande forêt du bassin du Congo, ils contribuent de façon significative à la réduction des gaz à effet de serre ».

« La situation du Lac Tchad est une autre source de préoccupation pour nous. Nous assistons presque impuissants à sa tragique disparition progressive. De plus, il pose des défis sécuritaires et socio-politiques. La Conférence de Paris pourrait œuvrer à la mise en place d'un plan de sauvetage du Lac Tchad. C'est une suggestion ».

Sur l'utilité de l'OIF

« Notre Organisation détient de nombreux atouts pour figurer parmi l'avant-garde de la communauté internationale. Pour continuer à être une force de proposition, elle devra rester fidèle à ses valeurs et faire preuve d'audace pour s'adapter à un monde en perpétuel changement ».

« Dans ces temps lourds de menaces où la barbarie fait apparaître à nouveau son hideux visage, l'OIF a l'obligation de montrer que le destin de l'humanité devrait la conduire vers un avenir de fraternité et de tolérance, et non de haine et de violence ».

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET

COMMUNICATION UNIT

BIOGRAPHIE DE MICHAËLLE JEAN

Michaëlle Jean a été élue Secrétaire générale de la Francophonie le 30 novembre 2014, lors du 15^e Sommet de la Francophonie.

Née en 1957 à Port-au-Prince, en Haïti, c'est en 1968 qu'elle arrive au Canada avec ses parents qui fuient, comme des milliers d'autres familles, le régime dictatorial de François Duvalier. Elle connaît l'émigration et la douleur du déracinement.

Le Québec devient sa terre d'accueil. À l'Université de Montréal, elle complète un baccalauréat ès arts en Littérature et langues modernes (italien et espagnol).

Tout en enseignant la langue et la littérature italiennes, elle poursuit avec succès des études de maîtrise en Littérature comparée. Trois bourses lui permettent de parfaire ses connaissances en Italie, à l'Université de Pérouse, à l'Université de Florence et à l'Université catholique de Milan. Michaëlle Jean parle couramment cinq langues : le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et le créole, en plus de lire le portugais.

Parallèlement à ses études, elle travaille pendant dix ans à la mise sur pied d'un vaste réseau de refuges d'urgence pour les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Ce réseau s'étendra sur tout le territoire québécois et dans d'autres provinces canadiennes.

Son mariage avec le cinéaste, essayiste et philosophe Jean-Daniel Lafond scelle un nouveau lien de cœur, cette fois avec la France, pays de culture, dont il est issu. Le couple a une fille, Marie-Éden, née en Haïti.

De 1988 à 2005, Michaëlle Jean connaît une brillante carrière de journaliste et d'animatrice d'émissions d'information à la télévision publique canadienne, les réseaux de langues anglaise et française CBC/Radio-Canada. Ses réalisations en journalisme lui valent de

nombreux prix. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie souligne son mérite et lui décerne l'insigne de Chevalier de l'Ordre de La Pléiade. De même, la Ville de Montréal et le ministère de l'Immigration et des Relations avec les citoyens du Québec la désignent Citoyenne d'honneur.

Le 27 septembre 2005, Michaëlle Jean devient la 27^e Gouverneure générale et commandante en chef du Canada. La très honorable Michaëlle Jean parcourt sans relâche les territoires canadiens, d'un océan à l'autre jusque dans l'Arctique. Elle œuvre au dialogue et à la solidarité, encourageant sur le terrain les initiatives de la société civile, stimulant les énergies constructives, défendant les plus démunis, attachant une attention particulière aux jeunes.

Commandante en chef des forces canadiennes, auprès desquelles elle est très présente, elle se rend en Afghanistan saluer leur vaillance et demeure aux côtés des familles des soldats blessés et tués au combat.

La Gouverneure générale Michaëlle Jean place le rayonnement international du Canada au cœur de son action. Durant les cinq années de son mandat, elle effectue plus de quarante visites d'État et missions officielles à l'étranger : de l'Afghanistan à la Chine, dans dix pays africains, neuf pays des Amériques et plus d'une dizaine de pays européens.

La très honorable Michaëlle Jean détient les titres officiels suivants : membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada (C.P.), Compagnon de l'Ordre du Canada (C.C.), Commandeur de l'Ordre du mérite militaire (C.M.M.), Commandeur de l'ordre du mérite des corps policiers (C.O.M.), Décoration des forces Canadiennes (C.D.)

Le 13 juillet 2011, la France décide de l'élever à la dignité de Grand' Croix, la plus haute distinction de l'Ordre National de la Légion d'honneur. Le 30 juin 2014, le Bénin élève à son tour Mme Jean au grade de Grand' Croix de l'Ordre national du Bénin.

La mémoire de ses origines ne la quitte pas. Le 12 janvier 2010, un terrible tremblement de terre dévaste son pays natal et fait 300 000 morts. L'immense élan de solidarité venant du Canada est sans précédent.

En octobre 2010, son mandat de Gouverneur général prend fin et c'est sans hésitation qu'elle accepte le rôle d'envoyée spéciale de l'Unesco pour Haïti. Elle déploie toute son énergie et toute sa force de conviction pour soutenir les efforts de reconstruction d'après séisme et la volonté des Haïtiens de sortir de la dépendance à l'égard de l'aide internationale.

Michaëlle Jean a la conviction que la jeunesse est une force et un espoir pour tout pays. C'est pourquoi elle crée avec son mari la Fondation Michaëlle Jean dont les programmes encouragent et mobilisent, par l'art et la culture, les jeunes en difficulté au Canada. Elle poursuit de cette manière l'œuvre de solidarité et de civisme qui ne cesse de guider sa vie.

Elle accepte en 2012 la fonction de chancelière de l'Université d'Ottawa, le plus grand campus bilingue en français et en anglais au monde. Elle promeut un important programme de partenariat avec d'autres universités des pays de la Francophonie.

Michaëlle Jean est très engagée pour la promotion de la langue française. En effet, en 2010, à la demande du Secrétaire général de la Francophonie, elle accepte et assume avec dynamisme et rigueur le rôle de Grand Témoin de la Francophonie aux Jeux olympiques et paralympiques de Londres 2012.

Michaëlle Jean a aussi reçu le Prix Canada 2009 du Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) pour sa contribution extraordinaire à l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En 2011, le réseau international Universities Fighting World Hunger lance le Michaëlle Jean Emergency Hunger Relief Award qui récompense des étudiants qui se sont démarqués dans la lutte contre la faim en situation de crise humanitaire.

De nombreuses universités canadiennes et étrangères lui accordent des doctorats honorifiques qui saluent ses engagements et son action :

- Université d'Ottawa (2006) ;
- Université de Pérouse en Italie (2006) ;
- Université McGill (2006) ;
- Université York (2007) ;
- Université du Manitoba (2007) ;
- Université d'Alberta (2008) ;
- Université de Moncton (2009) ;
- Université Laval (2009) ;
- Collège militaire royal du Canada (2010) ;
- Université de Montréal (2010), son alma mater ;
- Université de Calgary (2011) ;
- Université Carleton (2012) ;
- École normale supérieure de Lyon (2012) ;
- Université De Paul de Chicago (2013) ;
- Université Laurentienne (2014).

Source : <http://www.francophonie.org>



LE CAMEROUN, UN PAYS ENGAGE DANS LE PROJET DE LA FRANCOPHONIE

Dans le cadre de sa politique d'ouverture sur le plan international, le Cameroun, membre associé de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) depuis 1975, est devenu le 19 novembre 1991, grâce à l'impulsion personnelle du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, membre à part entière de la grande famille francophone.

Depuis lors, le Cameroun est « un membre éminent » (selon les mots d'Ousmane Paye, Conseiller Spécial du Secrétaire Général de l'OIF) de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui entretient une coopération fructueuse avec l'Organisation dans les domaines politique, économique, social, culturel, technique et sportif.

RELATIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

1 – Domaine politique

Sur le plan politique, contrairement aux autres pays francophones d'Afrique, le Cameroun a adhéré relativement tard à la Francophonie. Cette évolution s'explique par des raisons de politique intérieure et d'équilibre entre les deux grandes communautés linguistiques nationales (anglophone et francophone).

❖ Le Cameroun dans la construction de la Francophonie politique

Organisation culturelle et technique à sa création en mars 1970 à Niamey au Niger, l'ACCT, devenue l'Agence Internationale de la Francophonie (AIF) en 1998, puis l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en 2000, n'a affirmé son orientation politique qu'au VIème Sommet tenu en 1995 à Cotonou au Bénin.

Ce rôle politique s'est renforcé au fil des années et s'illustre dans la consolidation de la démocratie dans l'espace francophone, l'accompagnement des processus électoraux, des transitions démocratiques, la prévention des conflits, la gestion et la résolution des crises, etc.

Le chantier de la Francophonie politique est encadré par l'adoption d'une nouvelle Charte (2005), la définition d'objectifs politiques, l'instauration de

nouvelles structures, l'adoption d'un nouveau cadre stratégique décennal de la Francophonie (2014), etc.

Le Cameroun prend une part active à la construction d'une Francophonie politique respectueuse des principes démocratiques de cette institution. Dans ce sens, le Cameroun a entrepris les actions suivantes :

- La mise en place d'un organe indépendant de gestion des élections dénommé "Elections Cameroon" (ELECAM) ;
- Le respect des engagements relatifs au financement public des partis politiques et des médias privés ;
- La poursuite du processus de décentralisation ;
- La pratique de la concertation permanente avec les organisations de la société civile ;
- L'introduction de la biométrie dans le système électoral camerounais.

Le Cameroun, qui est signataire de la Déclaration de Saint-Boniface de 2006 sur la prévention des conflits et la sécurité humaine, a abrité le Forum régional de l'OIF sur le thème « La participation francophone aux Opérations de Maintien de la Paix : pratiques et paramètres », tenu du 08 au 10 novembre 2009 à Yaoundé. Le but de ce Forum était d'accroître la participation des pays francophones aux Opérations de Maintien de la Paix.

La sortie, le 24 juin 2010, du premier contingent des forces de la paix formé à l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) d'Awaé, avec un financement partiel de l'OIF, s'inscrit dans la perspective de la recherche d'une paix durable au sein de l'espace francophone.

Le Cameroun a accueilli du 23 au 25 juin 2013 à Yaoundé, en conformité avec les recommandations du XIVème Sommet de la Francophonie à Kinshasa et la Résolution 2039 du 29 février 2012 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le premier Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG sur la Sûreté et la Sécurité Maritimes dans le Golfe de Guinée. 25 pays et organisations internationales, 12 Chefs d'Etat et de nombreux experts de haut niveau ont honoré le rendez-vous de Yaoundé pour mutualiser les efforts afin de mieux assurer la sécurité dans la région.

❖ **La participation du Cameroun aux instances de la Francophonie**

Depuis son adhésion à l'OIF en 1991, le Cameroun a participé à la plupart des Sommets de la Francophonie, encore appelés Conférences des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage ; aux Conférences Ministérielles de la Francophonie (CMF) ; à plusieurs conférences sectorielles (Jeunesse et Sport, Education nationale, Enseignement supérieur et recherche, Justice, Communication) ; ainsi qu'aux différentes sessions du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), où M. René SADI a été désigné en 1998, Représentant Personnel du Chef de l'Etat. En avril 2012, il a été remplacé à ce poste par M. Lejeune MBELLA MBELLA, Ambassadeur du Cameroun à Paris.

Le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a personnellement pris part aux travaux des IVème, Vème, VIème, Xème, XIIème, XIIIème, XIVème et XVème Sommets de la Francophonie tenus respectivement à Chaillot (France) en 1991, Grand Baie (Ile Maurice) en 1993, Cotonou (Benin) en 1995, Ouagadougou (Burkina-Faso) en 2004, Québec (Canada) en 2008, Montreux (Suisse) en 2010, Kinshasa (RDC) en 2012, et Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014.

La proposition de S.E. Paul BIYA de création d'un « Fonds de solidarité d'urgence de la Francophonie », au Sommet de Montreux, avait été favorablement accueillie par l'OIF. Par la suite, le Chef de l'Etat avait instruit le déblocage de 150 000 euros, en guise de

soutien financier du Cameroun au démarrage effectif dudit Fonds. Celui-ci est opérationnel depuis janvier 2013 et les Seychelles en ont été les premiers bénéficiaires, après les dégâts causés par le passage le 27 janvier 2013, de la tempête tropicale Felleng aux larges de ses côtes.

En 2012, le Cameroun a pris part, entre autres :

- au Forum international Francophone « Jeunesse et emplois verts », à Niamey du 16 au 20 janvier ;
- à la 10ème réunion du Bureau de la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES) à Bujumbura du 1er au 07 avril ;
- au Forum mondial de la langue française du 02 au 06 juillet à Québec ;
- à la 86ème session du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) le 9 octobre à Kinshasa ;
- à la 28ème session de la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF) les 10 et 11 octobre à Kinshasa ;
- à la XIVème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Francophonie, les 13 et 14 octobre à Kinshasa ;
- à la 55ème session ministérielle de la Conférence des Ministres de l'Education Nationale de la Francophonie (CONFEMEN) du 05 au 09 décembre à N'djamena.

En 2013, le Cameroun a assisté à plusieurs instances de la Francophonie, notamment :

- le 1er Forum mondial des Femmes francophones, le 20 mars à Paris ;
- le séminaire international de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires des Etats et Gouvernements membres de l'OIF à Bucarest les 13 et 14 mai ;
- les 7ème Jeux de la Francophonie, du 06 au 15 septembre à Nice.

En 2014, le Cameroun a participé à :

- la session du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF), le 25 novembre à Dakar ;
- la session de la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF) les 26 et 27 novembre à Dakar ;
- la XVème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Francophonie, les 29 et 30 novembre à Dakar.

Par ailleurs, le Cameroun a abrité plusieurs réunions de la Francophonie, dont :

- le premier Forum international du Réseau de Normalisation et Francophonie, les 19 et 20 février 2013 ;
- la 21ème Assemblée Régionale Afrique de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) du 09 au 11 mai 2013.

❖ Les visites au Cameroun des personnalités de la Francophonie

Janvier 2000 : visite de M. Boutros Boutros GHALI, Secrétaire Général de l'OIF.

Octobre 2005 : visite de M. Abdou DIOUF, Secrétaire Général de l'OIF.

Avril 2010 : visite de M. Xavier MICHEL, Directeur du Bureau Régional Afrique Centrale et Océan Indien (BRAC) de l'OIF à Libreville.

Juillet 2010 : visite de M. Rémi SAGNA, Chef de Division de la Diversité Culturelle à la Francophonie.

Février 2011 : visite d'une délégation de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), conduite par Mme WANDA DIEBOLT, Secrétaire générale de ladite structure.

Octobre 2011 : séjour de la Mission d'information et de contacts de l'OIF dirigée par l'ancien Président du Burundi, S.E. Pierre BUYOYA.

11- 14 juin 2012 : visite de travail à Yaoundé de Monsieur Eric POPPE, Directeur du BRAC.

13 au 15 mars 2013 : mission de Mme Alexandra VELEVA, Responsable de projets, à la Délégation à la Paix, à la Démocratie et aux Droits de l'Homme, pour le lancement du projet de l'Ecole Citoyenne et Politique de Yaoundé.

18 mars 2013 : mission de travail de Mme BISSIK Sylvaine Ariane, Directrice Adjointe des Programmes à la Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES), dans le cadre de la remise de fonds aux jeunes opérateurs camerounais (23 jeunes Camerounais ont obtenu des subventions du Fonds d'Insertion des Jeunes (FIJ), d'un montant 43 590 000 FCFA destinés à la création de 152 emplois).

12-19 mars 2013 : visite d'une équipe d'Experts de l'OIF conduite par M. Koffi KOUNTE, Magistrat, expert en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, pour identifier les besoins de l'assistance technique sollicitée par le Cameroun dans la perspective de son passage au 2nd Cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU).

2- Domaine institutionnel

🚩 Le volet parlementaire

L'Honorable Hilarion ETONG, 1er Vice-Président de l'Assemblée Nationale, est membre du Bureau de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF).

Le Cameroun a abrité trois sessions de l'APF en 1998, en 2007 et en 2013, lorsque le Cameroun a accueilli du 8 au 9 mai, la XXIème Assemblée régionale Afrique de l'APF.

🚩 Le volet de l'appui au processus démocratique

L'OIF a envoyé des Missions d'observation électorale dans le cadre des élections présidentielles, législatives et municipales de 1997, 2004, 2011 et 2013.

Pour la Présidentielle du 09 octobre 2011, deux activités ont été menées par l'OIF, à savoir :

- un séminaire, du 22 et 23 septembre 2011 à Yaoundé, sur « l'appropriation des textes électoraux », qui a rassemblé tous les acteurs du processus électoral au Cameroun.
- une Mission d'information et de contacts de l'OIF, conduite par l'ancien Président du Burundi, S.E. Pierre BUYOYA, qui a supervisé ledit scrutin. A l'issue du vote, BUYOYA a exprimé sa satisfaction pour son bon déroulement, avec l'entrée en scène d'ELECAM.

Du 26 septembre au 02 octobre 2013, une Mission d'informations, conduite par l'ancien Président de la Confédération Suisse, M. Pascal COUCHEPIN, a séjourné au Cameroun, à l'occasion des élections législatives et municipales du 30 septembre.

Au niveau de la formation de la société civile, trois jeunes Camerounais ont été entièrement pris en charge par l'OIF dans le cadre de leur participation à l'Atelier régional de formation des jeunes leaders de la société civile à l'observation des élections en Afrique centrale, qui s'est tenu du 10 au 13 mai 2011 à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

La coopération avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)

L'AIMF contribue au renforcement des capacités des administrations et des élus locaux ainsi qu'au développement des infrastructures sanitaires et de la gouvernance environnementale.

Gilbert TSIMI EVOUNA a été élu membre du Bureau de ladite Association lors des assises de l'AIMF en octobre 2007 à Hue au Vietnam.

L'OIF a apporté son appui au Conseil National de la Décentralisation (équipement et formation du personnel à la Gestion axée sur les résultats – GAR –), à la modernisation des services municipaux de l'état civil et aux finances des collectivités des villes de Douala et de Yaoundé.

S'agissant des projets en cours, il y a lieu de signaler le projet de renforcement des capacités des collectivités locales du Cameroun et du Congo (PARECC), projet initié par l'AIMF et l'Association Internationale des Régions francophones (AIRF), et cofinancé par l'Union Européenne.

Le PARECC rassemble villes, régions et associations des villes du Cameroun et du Congo autour d'un objectif de renforcement de la concertation dans la mise en place de stratégies de développement territorial.

En 2010, quatre séminaires de formation ont été organisés sur la « Gestion axée sur les résultats » (GAR), l'accès aux financements internationaux et le renforcement des Associations nationales des villes.

A l'issue de la 32ème Assemblée Générale de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), qui s'est tenue en Côte d'Ivoire du 25 au 30 novembre 2012, Madame Célestine KETCHA-COURTES, Maire de Bangangté, a été portée à la tête de la présidence de la Commission aide humanitaire et gestion des risques au sein de cette instance.

Le volet de la justice

L'OIF apporte son soutien au projet d'élaboration d'un plan national de modernisation de la justice camerounaise, à la mise sur pied d'un Comité national de diffusion du droit, à la création d'une banque de données juridiques informatisée par le Programme « Collecte, gestion et diffusion du droit » (COGEDI), à

la mise en place d'un programme de formation continue en Droits de l'Homme, Etat de droit et droit humanitaire à l'Université de Dschang.

Un Camerounais, Directeur du Cabinet du Secrétaire Général de l'OIF

Le Pr Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU nommé le 13 février 2015 par Michaëlle Jean, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), est dans l'organigramme de l'OIF, la troisième personnalité après le SG et l'Administrateur (M. Adama OUANE, de nationalité malienne, nommé le 30 mars 2015 par le SG de l'OIF).

De nationalité camerounaise, le Professeur ATANGANA AMOUGOU était depuis août 2012 Doyen de la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'Université de Ngaoundéré et Directeur du Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire de l'Université de Yaoundé II. Il a également exercé les responsabilités de Directeur-adjoint chargé des études de l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) entre 2007 et 2012.

Agrégé des Facultés de Droit et Docteur en Droit Public, Monsieur Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU a délivré des cours de droit international dans plusieurs Universités francophones (Bénin, Congo, Gabon, France, Vietnam...) et a publié de nombreux ouvrages et articles sur l'évolution du droit international et constitutionnel, notamment en Afrique. Membre du Réseau des Chaires Senghor Francophonie et mondialisation, il a également été expert auprès de l'OIF.

D'autres Camerounais au sein de l'OIF

Depuis l'adhésion du Cameroun à l'OIF, les Camerounais y ont accédé à de hauts postes de responsabilités (Directeurs et Ambassadeur) qui leur ont permis de participer au processus décisionnel au sein de cette organisation. C'est ainsi par exemples que :

En avril 2010, Monsieur Jean FOUMANE AKAME a été nommé Président du Tribunal de Première Instance de l'OIF, poste créé en application du nouveau Statut du personnel.

Monsieur Prosper BIABO a été nommé Directeur Adjoint chargé des programmes à l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) devenu par la suite Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD).

Depuis août 2011, Mme BISSICK Sylvaine Ariane est nommée Directeur adjoint des programmes EPS/Sport à la CONFEJES à Dakar.

Au courant de l'année 2012, trois autres Camerounais ont été recrutés à l'OIF à savoir :

Mme Frieda Mbome Ekalle au poste d'Attachée d'administration et de gestion chargée de la comptabilité analytique ;

M. ENAMA FOUA Maurice au poste d'auditeur interne et de M. Charles Romain Mbenoun en qualité de chargé des systèmes d'information infrastructure analytique.

En 2013, d'autres Camerounais ont rejoint les personnels de l'OIF, à l'instar de :

Mme Ginette TOPANOU, Assistante de gestion, comptabilité au sein de la Direction de l'administration et des finances ;

M. René Joly ASSAKO ASSAKO (Vice-recteur de l'UY I), nommé Responsable en chef de la commission d'experts du Bureau de l'AUF (bureau Afrique Centrale et des grands lacs).

Les contributions du Cameroun à l'OIF

Le Cameroun a toujours honoré ses engagements financiers auprès des structures de la Francophonie. Il s'acquitte régulièrement de ses contributions tant statutaires que volontaires.

Le Cameroun a contribué à hauteur de 31 867 060 FCFA, au titre du règlement de la contribution statutaire au budget de la Francophonie pour l'exercice 2013. Ce montant n'inclut pas les contributions volontaires ainsi que celles qui sont régulièrement versées à l'AUF, à la CONFEMEN, à la CONFEJES, à l'AIMF. Tout cela contribue au renforcement de sa crédibilité et de son honorabilité.

COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

1 - Dans le domaine économique

Au cours de ces dernières années, ces relations ont été essentiellement axées sur le renforcement des capacités des Camerounais en matière de commerce, d'investissement et d'intégration régionale.

A titre d'exemple, l'OIF a mis à la disposition du Cameroun un Conseiller régional en négociations commerciales internationales installé au Ministère du Commerce (août 2007).

Le Cameroun a pris part aux rencontres de la Francophonie économique qui se sont déroulées à Québec en mars 2008.

Le Cameroun abrite le siège du bureau du Forum Francophone des Affaires (FFA), organisme du secteur privé parrainé par la Francophonie. Le Cameroun participe régulièrement aux assises du FFA qui se tiennent traditionnellement en marge des grandes instances de la Francophonie (CMF/Sommet).

Le Cameroun a bénéficié du projet « Renforcement des capacités des pays ACP en formulation, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales », de 2007 à 2010. Dans le cadre de ce projet qui comporte trois volets (Assistance technique, Formation et Information), une concertation s'est tenue du 26 au 29 juillet 2010 à Yaoundé.

2 - Dans le domaine du développement social et de la solidarité

Les interventions de l'OIF au Cameroun s'inscrivent dans le cadre global de la réduction de la pauvreté et sont destinées prioritairement à améliorer la situation des groupes vulnérables (femmes et jeunes) et des communautés locales.

Le Cameroun a bénéficié de nombreux financements du Programme Spécial de Développement (PSD) suspendu en 2009, et remplacé par le Programme Francophone d'Appui au Développement Local (PROFADEL).

Depuis 2011, 40 jeunes Camerounais ont été lauréats du programme de volontariat international de la Francophonie.

3 - Dans le domaine du développement durable

L'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) entretient une coopération suivie avec le Ministère de l'Eau et de l'Energie ainsi qu'avec celui de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, à travers entre autres :

- le projet Système d'Informations Energétiques (SIE-Cameroun) mis en œuvre depuis 2007;
- l'appui au projet d'exploitation d'une forêt communale de Moloundou ;
- l'appui dans la gestion des déchets dans le secteur urbain.

L'IFDD a soutenu financièrement la Communauté Urbaine de Douala pour l'organisation des Journées du Développement Durable tenues du 19 au 21 mars 2012 à Douala.

La 15^{ème} Ecole francophone d'été en évaluation environnementale s'est déroulée à Douala, du 05 au 10 septembre 2011 sur le thème « **Evaluation de la durabilité du développement urbain et industriel : outils d'évaluation environnementale, d'analyse de l'empreinte écologique et d'évaluation des impacts sociaux et sanitaires** ». Elle a été suivie à Yaoundé du 16^{ème} Colloque international en évaluation environnementale du 12 au 15 septembre 2011, sur le thème « **Forêts, énergie, changement climatique et évaluation environnementale : pour une gestion durable, du global au local** ».

COOPERATION TECHNIQUE, CULTURELLE ET SPORTIVE

Dès son origine, la Francophonie a mis l'accent sur la coopération culturelle et technique. Par la suite, elle a étendu son champ d'action au mouvement sportif. Le Cameroun a bénéficié de nombreux appuis financiers et du renforcement des capacités.

1 - Domaine technique

Le Cameroun a abrité plusieurs séminaires relatifs aux Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication (NTIC), financés soit par l'Institut Francophone des Nouvelles Technologies, de l'Information et de la Formation (actuel Institut de la Francophonie Numérique), soit par le Fonds Francophone des Inforoutes (FFI).

• Secteur de l'éducation et de la formation

Le Cameroun accueille depuis 1995, le Bureau Afrique centrale et des Grands lacs de l'Agence universitaire de la Francophonie.

L'Université de Yaoundé II a abrité en juin 2009, la cérémonie d'inauguration de l'Institut Panafricain de Gouvernance Universitaire (IPAGU). Au cours de cet évènement, le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie, le Dr Albert LOURDE, a annoncé la délocalisation, dès 2010, du Master en gestion des industries culturelles à l'Université de Yaoundé II Soa.

Plusieurs ateliers et séminaires de formation ont également été organisés dans ce secteur au Cameroun par la Francophonie. Il s'agit entre autres du colloque international sur le thème : « **Genre et Gouvernance en Afrique subsaharienne. Etat des lieux et perspectives** », tenu à Yaoundé II - Soa les 5

et 6 mai 2011 à l'occasion de la célébration du 50^{ème} anniversaire de l'Agence Universitaire de la Francophonie.

Dans le domaine de la formation, signalons l'existence à l'IRIC de la Chaire Senghor : « Francophonie et Mondialisation ».

Au niveau de l'éducation de base, le Bureau Exécutif de la Conférence des Ministres de l'Education Nationale des pays membres de la Francophonie (CONFEMEN) a tenu ses assises au Palais des Congrès de Yaoundé du 11 au 14 mai 2011.

Par ailleurs, plusieurs activités (ateliers et séminaires) sont menées par l'OIF en faveur de l'amélioration du système éducatif camerounais.

Il convient de signaler la mise en œuvre au Cameroun depuis 2011 du projet « ELAN-AFRIQUE » (Ecole et langues nationales en Afrique) qui vise à améliorer les performances scolaires.

• Secteur de l'édition et de la diffusion du livre

Aux fins de promouvoir l'expansion du livre et la publication francophone, l'OIF a soutenu certains journaux et organes de presse camerounais. Par ailleurs, elle a pris part aux activités du Centre d'édition et de production pour l'enseignement et la recherche (CEPER). En septembre 2012, elle a malheureusement annoncé son retrait du capital du CEPER au bénéfice de l'Etat camerounais, tout en maintenant sa coopération technique avec la structure.

2 - Domaine culturel

Dès sa création, l'OIF s'est consacrée à la promotion et à la défense de la culture. Les secteurs ci-après ont bénéficié de son appui :

- **Secteur de l'audiovisuel**

L'OIF a financé les projets relatifs aux programmes d'aide à la production cinématographique et audiovisuelle du Sud, au développement des industries culturelles et aux transports internationaux des artistes.

L'OIF accorde aussi diverses subventions (biens et équipements), ainsi qu'à l'organisation d'événements culturels tels que les festivals « Ecrans Noirs » ou « Aboki N'goma ».

- **Secteur de la diversité culturelle et linguistique**

L'OIF a œuvré pour que la diversité culturelle et linguistique soit juridiquement prise en compte par la Communauté internationale. C'est ainsi qu'au sein de l'UNESCO, a été adoptée la Convention sur la Promotion et la Protection de la Diversité des Expressions Culturelles.

Le Cameroun a pris part aux Conférences des Parties de ladite Convention et aux rencontres du Comité Intergouvernemental pour la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles auquel il est devenu membre en juin 2009.

S'agissant du développement des industries culturelles, le Cameroun a bénéficié du soutien technique de l'OIF en vue de la mise en place d'un système d'information nationale sur l'économie de la culture.

Concernant l'appropriation de la culture numérique, entre 2007 et 2011, 13 structures camerounaises (associations, universités, écoles...) ont bénéficié de financements du Fonds Francophone des Inforoutes (FFI).

3 - Domaine Sportif

Le Cameroun a pris part aux VII^{ème} Jeux de la Francophonie à Nice en France, du 06 au 15 septembre 2013. Il a obtenu 17 médailles, dont 3 en or, 7 en argent et 7 en bronze. Lors des précédents Jeux de la Francophonie de Beyrouth au Liban, le Cameroun a remporté 12 médailles, dont 02 en or, 02 en argent, 08 en bronze.



LA FRANCOPHONIE INSTITUTIONNELLE : FAITS ET CHIFFRES

❖ De la francophonie à la Francophonie

Le terme francophonie est apparu pour la première fois vers 1880, lorsqu'un géographe français, Onésime Reclus (1837-1916), l'utilise pour désigner l'ensemble des personnes et des pays parlant le français. Par la suite, le terme définit une structure institutionnelle qui rassemble les pays ayant le français en partage. On parle désormais de francophonie avec un « f » minuscule pour désigner les locuteurs de français et de Francophonie avec un « F » majuscule pour figurer le dispositif institutionnel organisant les relations entre les pays francophones.

Le continent africain est le berceau de la Francophonie. C'est en effet en Afrique que la francophonie a vu son institutionnalisation, avec la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) en mars 1970, à Niamey au Niger. L'ACCT s'est muée, en 1998, en Agence Internationale de la Francophonie (AIF), qui donnera naissance, en 2000, à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

🌐 Un espace de décision collective

→ Le Sommet, instance suprême de la Francophonie

Le Sommet des Chefs d'Etat se réunit tous les 2 ans pour définir les orientations de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Ses 80 membres (avec les admissions du Mexique, du Costa Rica et du Kosovo comme membres observateurs au Sommet de Dakar en novembre 2014), représentants des Etats et gouvernements ayant le français en partage, statuent de manière à assurer le rayonnement de l'OIF dans le monde, au travers d'un cadre stratégique décennal.

🌐 Des organes institutionnels exécutifs

→ L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Depuis sa fondation en 1970, l'OIF est l'opérateur principal de la Francophonie multilatérale. Siégeant à Paris, il représente un espace physique influent, qui regroupe plus du tiers des Etats membres des Nations unies. L'OIF apporte aux Etats membres un appui dans la mise en œuvre de leurs politiques et mène des actions de coopération multilatérale, conformément aux missions qui lui sont confiées lors du Sommet.

→ Le Secrétariat Général

C'est en novembre 1997, lors du Sommet de Hanoï, que les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de créer le poste de Secrétaire général, "clé de voûte du dispositif institutionnel francophone" selon la charte de la Francophonie.

Le Secrétaire général dirige et représente l'OIF. Elu par les Etats membres de l'OIF lors du Sommet pour un mandat de 4 ans reconductible, il assure un lien direct entre les instances décisionnelles et le dispositif opérationnel de la Francophonie, afin de conduire l'action politique de l'Organisation.

L'actuel Secrétaire Général de l'OIF est la Canadienne d'origine haïtienne **Michaëlle Jean**, élue par les Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du Sommet de Dakar, le 30 novembre 2014.

Les anciens Secrétaires généraux sont :
Abdou Diouf (Sénégal) : de 2003 à 2014
Boutros Boutros-Ghali (Égypte) : de 1998 à 2002

→ Les partenaires

L'OIF agit en synergie avec les **organes consultatifs** que sont l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) et le Haut Conseil à la Francophonie (HCF).

L'organisation s'appuie également sur les 4 **opérateurs** référents : la chaîne TV5 Monde, l'Association Internationale des Maires francophones (AIMF), l'Université Senghor d'Alexandrie, et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).

🌐 Les objectifs de la Francophonie

Ils sont consignés dans sa Charte :

- Instauration et développement de la démocratie ;
- Prévention, gestion et règlement des conflits, et soutien à l'État de droit et aux droits de l'Homme ;
- Intensification du dialogue des cultures et des civilisations ;
- Rapprochement des peuples par leur connaissance mutuelle ;
- Renforcement de leur solidarité par des actions de coopération multilatérale en vue de favoriser l'essor de leurs économies ;
- Promotion de l'éducation et de la formation.

🌐 Les missions de la Francophonie

Les missions de l'OIF, à l'origine centrées sur le rayonnement de la langue française et l'intensification de la coopération culturelle et technique entre ses membres, couvrent désormais des domaines aussi variés que :

- La promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme ;
- La sécurité internationale ;
- Le développement économique durable ;
- L'appui à l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, le sport.
- La protection de l'environnement ; etc.

🌐 Rassembler une mosaïque de communautés

A sa création en 1970, l'Organisation Internationale des pays francophones (ACCT) réunissait 18 membres. En 45 ans, elle s'est ouverte à un grand nombre de pays, passant à 80 membres en 2014. La francophonie, ce sont tout d'abord des femmes et des hommes qui partagent une langue commune, le

français. Mais dans un espace francophone pluriel, où cohabitent des dialectes, des religions ou des histoires singulières, la Francophonie prend des dimensions multiples. Elle est devenue un acteur majeur sur la scène internationale.

→ Une communauté culturelle

La francophonie repose sur la conviction que sans diversité linguistique réelle, la diversité culturelle est un concept vide de sens. Loin de prôner l'unicité de la langue française la défense du français passe par la promotion du multilinguisme. Ainsi, dans un contexte mondialisé, la langue française devient un instrument d'influence partagé, au service de la diversité des cultures. L'OIF organise également depuis 1987, les Jeux de la Francophonie, qui regroupent une compétition multisports et des concours culturels en épreuves individuelles ou par équipes.

→ Une communauté politique

Depuis 2000 et la Déclaration de Bamako sur les questions de démocratie, de paix et de droits de l'Homme, la Francophonie s'est engagée sur le terrain politique, dans le but de mettre en œuvre ses valeurs fondatrices. L'OIF intervient ainsi dans la prévention des conflits, dans la coopération avec les organisations, ou encore par une assistance technique dans les opérations de maintien de paix.

→ Une communauté économique

Selon un récent rapport sur la francophonie économique, l'ensemble des pays francophones représenterait 8,5% du PIB mondial, et ce alors que les francophones ne forment que 4% de la population mondiale. Le potentiel économique est donc énorme. Pour maintenir son expansion, le monde francophone doit trouver les moyens de transformer ce potentiel en réel progrès et en développement, au bénéfice des populations.

En 2050, les francophones représenteront 7% de la population mondiale.

❖ L'Afrique, avenir de la Francophonie

🌐 Une nouvelle donne démographique

Le rapport de l'[Observatoire de la langue française](#), publié en 2014, estime que 274 millions de personnes parlent le français sur cinq continents. Plus de la moitié

de ces locuteurs sont africains (Le français est parlé par 115 millions de personnes, dans plus de 30 pays d'Afrique).

Sur 80 pays membres de l'OIF, 31 sont africains.

L'Afrique représente l'avenir de la Francophonie. On estime qu'en 2050, 85% des 715 millions de personnes parlant français seront Africains.

En définitive, comme l'a si bien déclaré le Président Abdou DIOUF : « *L'Afrique incarne tout à la fois pour la francophonie : son passé, son présent et son futur* ».

Un projet francophone à construire

Dans un contexte de francophonie africaine, où les pays du continent font cohabiter harmonieusement le

français avec d'autres langues, officielles, vernaculaires, nationales ou régionales, la valorisation des diversités linguistiques et culturelles, prend tout son sens.

Par ailleurs, alors que la croissance a atteint environ 5% en Afrique subsaharienne dans la dernière décennie, la Francophonie doit veiller à ce que cette croissance se traduise en une amélioration des conditions de vie et en développement.

La priorité devrait être accordée aux femmes et aux jeunes du continent, qui sont encore particulièrement vulnérables : en 2012, 84.9% des femmes africaines occupaient un emploi précaire et 38 millions de jeunes africains étaient au chômage, sur 75 million de jeunes sans emploi à travers le monde.



LES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

L'Organisation Internationale de la Francophonie compte, en 2014, 57 États et gouvernements membres (dont 3 membres associés) et 23 observateurs.

Europe

Albanie
Andorre
Arménie
Autriche (o)
Belgique, gouvernement fédéral et de la Communauté française
Bosnie-Herzégovine (o)
Bulgarie
Chypre (a)
Croatie (o)
Estonie (o)
France
Géorgie (o)
Grèce
Hongrie (o)
Kosovo (o)
Lettonie (o)
Lituanie (o)
Luxembourg
Macédoine
Moldavie
Monaco
Monténégro (o)
Pologne (o)
République tchèque (o)
Roumanie
Serbie (o)
Slovaquie (o)
Slovénie (o)
Suisse
Ukraine (o)

Amérique et Caraïbes

Canada
- Nouveau-Brunswick
- Québec
Costa Rica (o)
Dominique
Haïti
Mexique (o)
République dominicaine (o)
Sainte-Lucie
Uruguay (o)

Asie et Pacifique

Cambodge
Laos
Thaïlande (o)
Vanuatu
Viêt Nam

Moyen-Orient

Émirats arabes unis (o)
Liban
Qatar (a)

Afrique

Égypte
Maroc
Mauritanie
Tunisie

Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Ghana (a)
Guinée
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo
Burundi
Cameroun
République centrafricaine
République du Congo
République démocratique du Congo
Gabon
Guinée équatoriale
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Tchad
Comores
Djibouti
Madagascar
Maurice
Mozambique (o)
Seychelles

(a) : *membre associé.*

(o) : *membre observateur*



CAMEROON – OIF ECONOMIC AND SOCIAL COOPERATION

1. In the Economic Domain.

In the course of the past years, the relations were centred around capacity building for Cameroonians in the areas of commerce, investments and regional integration.

For example, OIF put at the disposal of Cameroon a Regional Adviser on international commercial negotiations who was based in the Ministry of Commerce (August 2007).

Cameroon participated in la Francophonie economic meetings which took place in Quebec in March 2008. Cameroon is host of the office of the Francophonie Business Forum, a private sector organisation set up under the aegis of la Francophonie. Cameroon participates regularly in the meetings of this Forum which usually hold on the side-lines of major instances of la Francophonie (Summits, etc.).

Cameroon benefitted from the project “Capacity building for ACP countries in the formulation, negotiation and implementation of commercial policies” from 2007 to 2010. In the framework of this project which has three components (Technical Assistance, Training and Information), a meeting was held in Yaoundé from 26 to 29 July 2010.

2. In the Social Development and Solidarity Domain.

The implication of the OIF in Cameroon have mainly been in relation to poverty reduction and have been primarily geared towards improving the living conditions of vulnerable groups (women and youth) and local communities.

Cameroon benefitted from financing several times by the Special Development Programme, which was suspended in 2009 and replaced by the Francophone Programme for Support to Local Development. Since 2011, 40 young Cameroonians have been chosen for this international volunteer programme of la Francophonie.

3. In the Domain of Sustainable Development.

La Francophonie Institute for Sustainable Development (IFDD) has close cooperation ties with the Ministry of Water and Energy as well as with the Ministry of Environment, Nature Protection and Sustainable Development through, amongst others:

- The project of Energy Information System, set up since 2007;
- Support for the exploitation of the community forest in Moloundou;
- Support for the management of waste in urban areas.

IFDD gave financial support to the Douala City Council to organise the Sustainable Development events that took place in Douala from 19 to 21 March 2012.

The 15th Francophone summer School for environmental evaluation was held in Douala from 5 to 10 September 2011 under the theme: “Evaluation of the Sustainable Urban and Industrial Development: tools for environmental evaluation, analysing the ecological impact and evaluation of the social and sanitary impact”. This was followed by the holding in Yaoundé of an international colloquium on environmental evaluation from 12 to 15 September 2011 on the theme: “Forests, energy, climate change and environmental evaluation: for a sustainable management, from global to local”.



TECHNICAL, CULTURAL AND SPORTS COOPERATION

From its inception, the Francophonie has focused on cultural and technical cooperation. Subsequently, it has expanded its scope to the sports movement. Cameroon has enjoyed a lot of financial support and capacity building.

1 - Technical Field

Cameroon has hosted several seminars related to New Information and Communication Technologies (NICT) funded either by the Francophone Institute of New Technologies, Information and Training (now Institute of Digital Francophonie) or by the Francophone Information Highway Fund (FIHF).

• Education and Training Sector

Since 1995, Cameroon is host of the Central Africa and the Great Lakes Agency of the Francophonie University.

The University of Yaounde II hosted the opening ceremony of the Pan-African Institute of University Governance (PAIUG) in June 2009. During this event, the Rector of Senghor University in Alexandria, Dr. Albert LOURDE, announced the relocation, as of 2010, of the Masters program in Management of Cultural Industries to the University of Yaounde II Soa.

Several workshops and seminars were organized in this sector in Cameroon by la Francophonie. This refers among others to the international symposium on the theme: “**Gender and Governance in Sub-Saharan Africa. Status and Prospects**” held in Yaounde II-Soa on the 5th and 6th of May 2011 at the occasion of the celebration of the 50th anniversary of the Francophonie University Agency.

In the training field, notice the existence of the Senghor Chair at IRIC: “Francophonie and Globalisation”.

At the level of basic education, the Executive Bureau of the Conference of Ministers of National Education (CONFEMNE) of member countries of Francophonie held its meetings at the Yaounde Congress Hall from the 11th to 14th of May 2011.

In addition, several activities (workshops and seminars) are conducted by the IOF to improve on the education system in Cameroon.

The implementation of “MOMENTUM-AFRICA” in Cameroon since 2011 should be pointed out (School and national languages in Africa), which aims to improve school performance.

• Book publishing and distribution industry

For the purpose of promoting the expansion of books and the French publication, the IOF has supported some newspapers and Cameroonian press. It also took part in the activities of the editing and production Center for teaching and research (EPCTR). In September 2012, it unfortunately announced its withdrawal from the EPCTR capital in favour of the State of Cameroon, while maintaining its technical cooperation with the structure.

2 - Cultural field

From its inception, the IOF was devoted to the promotion and the defense of culture. The following sectors have benefited from its support:

• Audiovisual Sector

The IOF funded projects relating to support programs for film and audiovisual production of the South, development of cultural industries and the international transport of artists.

The IOF also provides various subsidies (goods and equipment) as well as the organization of cultural events such as “Ecran Noir” or “Aboki N'goma” festivals.

- **Sector of cultural and linguistic diversity**

The IOF has worked to make sure that cultural and linguistic diversity be legally considered by the international community. This is the reason why UNESCO adopted the Convention on the Promotion and Protection of the Diversity of Cultural Expression. Cameroon took part in the Conferences of the members of the said Convention and to the meetings of the Intergovernmental Committee for the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions which she joined in June 2009.

Concerning the development of cultural industries, Cameroon has received technical support from the IOF for the establishment of a national information system on the economy of culture.

Concerning ownership of digital culture between 2007 and 2011, 13 Cameroonian organizations (associations, universities, schools ...) received funding from the Francophone Information Highway Fund (FIHF).

3 - Sports Field

Cameroon took part in the VIIth Francophonie Games in Nice - France, from the 6th to the 15th of September 2013. She earned 17 medals, including 3 gold, 7 silver and 7 bronze. In the previous Francophonie Games in Beirut - Lebanon, Cameroon won 12 medals, including 2 gold, 2 silver and 08 bronze.